

Le 21 novembre 2022, réunion en préfecture présidée par Clément Beaune, ministre des transports, pour l'ouverture d'une concertation élargie d'un an sur les mobilités dans tout le Sud-Est Lyonnais:

S'il fallait résumer en une phrase cette réunion qui a duré 1h40 en préfecture je dirai : Le ministre suspend les études sur l'élargissement de l'A 46 Sud pendant un an, le temps qu'une concertation élargie sur les mobilités dans tout le sud-est lyonnais apportent ses conclusions.

C'est un grand pas qui est fait car il semble, que nous avons enfin un ministre qui veut nous écouter. Nous avons pu lire dans certains journaux que le projet d'élargissement de l'A46 était enterré, ce n'est pas le cas même si ça semble être en bonne voie.

Nous étions une centaine d'invités dans ce salon de la préfecture pour l'ouverture d'une concertation élargie sur les problèmes de mobilité sur le Sud-Est Lyonnais

Députés, sénateurs, président de communauté de communes, associations, maire des communes de l'est lyonnais, c'est dans cet ordre que la parole a été donnée par le ministre qui a souhaité entendre tout le monde avant de s'exprimer.

L'honneur qui a été fait à FRACTURE et aux associations affiliées dont APACHE était notable avec des chaises réservées au premier rang et l'invitation faite au président de FRACTURE, Gilles Renevier, de s'exprimer avant les élus locaux.

Pour l'ensemble des intervenants à quelques exceptions près, le projet d'élargissement de l'A46 sud et le CFAL Sud dans la vallée de l'Ozon étaient des projets du passé qu'il fallait revoir.

Il va falloir proposer des solutions alternatives. Pour le ministre, il n'y a pas de tabous alors que ce n'était le cas jusqu'à présent.

S'il faut arrêter le projet d'élargissement, il le fera !

Les alternatives de transports voie ferrée et fluviale sont à privilégier ainsi que toutes les initiatives tel que le covoiturage.

Pour Mr Aguilera, vice-président aux transports à la Région (que nous avons rencontré par ailleurs), les moyens manquent. Avec 25% de croissance au niveau des voyageurs entre 2021 et 2022, les rames de

TER ne sont plus assez nombreuses et il faut 5 ans pour en produire. Il dit vouloir jouer le jeu de cette concertation avec l'état et pour cela prévoir un plan de financement à moyen et long terme et surtout ne pas tomber dans les mêmes travers qu'à Paris.

Quand à Mr Kohlhas vice-président aux transports à la métropole, la population de l'agglomération lyonnaise a augmenté de 150 000 habitants en 10 ans ce qui était prévu en 20 ans et le trafic arrive à saturation. Il faut trouver des solutions alternatives.

Seule note dissonante dans cette assemblée, les représentants de la FNAUT (Fédération Nationale des Associations des Usagers des Transports) pour qui on a assez tergiversé et qui demande la réalisation du CFAL tel que prévue le plus rapidement possible. Ils ne comprennent pas notre demande de mettre les trains de fret sur les voies du TGV, ce à quoi j'ai répondu que la proposition de FRACTURE était une ligne pour le fret en parallèle à la ligne LGV...

Gilles Renevier rappelle les bases des demandes de FRACTURE à savoir préalablement, pas un moratoire mais l'abandon du projet 2 x 3 voies A46-Sud et la remise en question du tracé du CFAL-Sud via le Val d'Ozon et la gare de triage de Sibelin, une zone très dangereuse au sud de Lyon. Il fait remarquer que nous devons être les champions de France des études sur notre territoire qui n'aboutissent pas parce que les données de départ sont fausses voire trafiquées et la concertation sur l'A46-Sud en est un bel exemple.

Il rappelle le problème du projet de la plateforme logistique AMAZON dont les poids-lourds et des camionnettes de livraison de St Exupéry vers la Métropole de Lyon va ajouter du trafic, on n'a pas besoin de cela ! Il demande une massification des transports collectifs et salue les évolutions et la synergie qui est en train de se mettre en place entre la métropole et la région sur le problème des transports.

Il demande la feuille de route du projet et quels seront les budgets alloués car sans argent, pas de projet.

En conclusion, nous avons un an pour faire valoir notre point de vue et l'idéal serait d'avoir un son de cloche commun avec les élus s'ils veulent bien échanger avec nous.

Nous aurons à avoir des dossiers prêts avec des propositions concrètes, toutes les idées sont bienvenues et n'hésitez pas à nous faire part des vôtres ...